

M. Cadieux: C'est ainsi que je le comprends; c'est bien cela.

M. Forrestall: C'est très bien; c'était là ma seule question.

M. Cadieux: Eh bien, il y a la Commission mixte permanente pour la défense qui fonctionne encore. Ces choses ne cessent d'être opérantes.

M. Forrestall: J'avais compris qu'on avait peu à peu abandonné celle-ci.

M. Cadieux: Oh, non.

M. Forrestall: La Commission mixte?

M. Cadieux: Oh, non.

M. Martin (Essex-Est): Non. C'est un organisme très actif.

M. Forrestall: Monsieur le ministre, est-ce un organisme spécial?

● 1250

M. Martin (Essex-Est): La Commission mixte permanente pour la défense est un produit de la guerre et elle a continué de fonctionner depuis. Tous ces problèmes sont discutés très activement au sein de cette Commission mixte, souvent avant toute négociation ferme entre les gouvernements concernés. Par exemple, le Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord (NO-RAD) a été l'objet de débats ininterrompus au sein de la Commission mixte.

M. Harkness: Est-ce que je pourrais poser une question supplémentaire? La Commission mixte n'est-elle pas dans une large mesure un moyen d'échanger de l'information et des idées entre les États-Unis et nous-mêmes? Elle n'est d'aucune manière ce que vous appellerez un organisme exécutif?

M. Martin (Essex-Est): Non.

M. Matheson: Monsieur le président, je me demande si l'un ou l'autre des ministres aurait la bonté de nous donner un tableau de ce que la défense globale ou la défense au sein de l'OTAN coûte au Canada soit en fonction du produit national brut, soit en fonction du produit par tête, quels que soient les chiffres. J'aimerais en connaître le pourcentage.

M. Martin (Essex-Est): Pendant que mon collègue obtient les précisions j'aimerais rappeler que le Canada dépense moins pour sa défense relativement au produit national brut que tous les autres pays à l'exception du Danemark, du Luxembourg et de l'Islande.

M. Matheson: Est-il possible d'avoir plus de renseignements? Vous dites fondamentale-

ment que notre contribution à la défense est ce qu'il y a de moins coûteux dans notre alliance? Est-ce exact?

M. Martin (Essex-Est): Nous venons après les pays que j'ai mentionnés.

M. Matheson: Et cela inclut non seulement notre défense au sein de l'OTAN mais notre défense globale?

M. Martin (Essex-Est): Non, je parle de notre contribution à l'OTAN.

Une voix: Elle est plus importante?

M. Martin (Essex-Est): Non, non. C'est l'ensemble de nos engagements militaires, de nos dépenses.

M. Matheson: Le ministre de la Défense nationale peut-il ajouter quelque chose?

M. Martin (Essex-Est): Il peut vous fournir les chiffres.

M. Cadieux: Je peux vous donner les chiffres de notre contribution à l'OTAN. La contribution militaire globale dépend, je crois, de la base de comparaison utilisée. Si vous faites la comparaison sur une base de pourcentages du produit national brut, je pense qu'il est maintenant inférieur à 3 pour cent, soit l'un des plus bas du groupe de l'OTAN. Et cela sur la base du produit national brut.

M. Matheson: Oui.

M. Martin (Essex-Est): Plus bas que tout autre, sauf ces trois-là.

M. Cadieux: Et c'est la dépense totale. Si vous désirez connaître les dépenses à l'OTAN, la brigade s'élèverait à 77 millions de dollars, la division de l'air à environ 69 millions et la force navale à 283 millions si vous voulez tenir compte de toutes nos opérations relatives à l'OTAN.

M. Matheson: Ainsi donc si nous demeurons partie de cette alliance, nous ne pouvons guère décemment réduire nos engagements.

M. Cadieux: Eh bien, nous ne pouvons certainement pas faire grand-chose au sujet de la force navale parce qu'elle défend nos propres côtes.

M. Matheson: Monsieur, j'ai une autre question à poser. Je suis inquiet au sujet de ce que je crois être l'intérêt international et à long terme du Canada dans la région des Antilles. Pour toute une série de raisons je pense que nous devrions nous inquiéter fort du bien-être des îles et nous devrions les considérer de bien des façons comme partenaires, peut-être impliqués dans une union éventuelle, une alliance ou peut-être même une confédération. Les Antilles sont-elles l'objet d'une étude à titre de région où nous assu-